PROCES VERBAL

Séance du 30 novembre 2022
Convocation : 23 novembre 2022

L'an deux mil vingt-deux et le 30 novembre à 20h00, le conseil municipal régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Dominique LEROUX, Maire de Boissy la Rivière.

Présents : Patrice COCHET – Bruno GAUFILLET – Olivier LARCHER – Virginie LAZA – Stéphanie LEGRIS - Johanne LEIGNADIER – Dominique LEROUX - Valérie JUNOT – Gilles TOURNIER - Vincent ROUDAUT –

Absents excusés : Pascal GUERIN - Robert BECH - Véronique RIAUD

A donné pouvoir à : - Véronique RIAUD à Vincent ROUDAUT - Robert BECH à Olivier LARCHER

Secrétaire de séance : Stéphanie LEGRIS

ORDRE DU JOUR

Validation du procès-verbal de la séance du 14 septembre 2022

Désignation secrétaire de séance

1/ Taux de la taxe d'aménagement 2022

2 / Participation au voyage scolaire

3 / Participation financière au 4L Trophée

4 / Sortie des biens de l'inventaire

5 / Rémunération agent recenseur

6 / Démission et désignation titulaire RPVE

7/ Mise en consultation et avis Installation METHAGASE (Méthanisation)

8 / Autorisation signature - Convention mise à disposition des agents pour la station d'assainissement – calcul du CUF (coût unitaire de fonctionnement).

DELIBERATION 31/2022

Objet : taux et exonération de la taxe aménagement

Dans le cadre de la réforme de la fiscalité de la taxe l'aménagement (loi des finances 2022), un nouveau dispositif de taxation va être mis en place pour toutes les autorisations d'urbanisme.

Cette réforme s'inscrit dans le cadre de la modernisation de l'action de l'Etat (simplification du nombre de taxes, meilleure lisibilité des taxes versées).

Vu l'article L331-2 du code de l'urbanisme

Vu l'article 109 de la loi de N°2021-1900 du 30 décembre 2021 de finance pour 2022

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L.331-1 et suivants ;

Vu le calendrier des échéances pour l'adoption des délibérations municipales en matière de taxe d'aménagement (ordonnance n° 2022-883 du 14 juin 2022 article 12) instituant la prise d'une délibération pour le taux et exonérations.

Le conseil municipal à l'unanimité des présents confirme, de conserver le taux de **5%** sur l'ensemble du territoire communal pour ladite taxe d'aménagement.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,
DECIDE d'adopter la proposition de Monsieur le Maire,

ADOPTÉ : à l'unanimité, des membres présents et représentés.

Nombre de membres :

En exercice : 13

Qui ont pris part à la délibération : 12

Pour : 12

Contre : 00

Abstention : 00

DELIBERATION 32/2022

Objet : Participation de la commune aux voyages scolaires

Le conseil municipal à l'unanimité, des présents et représentés décide d'allouer une somme forfaitaire de 80 euros par enfant collégien et lycéen bénéficiant d'un séjour scolaire.

L'aide sera versée aux familles directement, sur présentation d'un justificatif de l'établissement scolaire justifiant du voyage et du règlement de celui-ci.

La présente délibération est applicable pour les 3 prochaines années scolaires, de septembre 2022 à juin 2025.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,
DECIDE d'adopter la proposition de Monsieur le Maire,

ADOPTÉ : à l'unanimité, des membres présents et représentés.

Nombre de membres : 13

En exercice : 13

Qui ont pris part à la délibération : 12

Pour : 12 - Contre : 00 - Abstention : 00

DELIBERATION 33/2022

Objet : Participation au 4L Trophy (France-Espagne-Maroc)

Monsieur le Maire présente la sollicitation du jeune Buccussien : Lourme Rémy.

Celui-ci est partie prenante dans l'organisation de la participation de son association 10Miliz devenue Troph'IMt au Rallye 4L trophy, en tant que pilote pour sa part et co-pilote en la personne de son associé Dorian Rousse.

Association de loi 1901 créée en 2021 par 2 étudiants ayant participé à l'édition 2022.

Le 4L Trophy est un raid sportif qui défend des valeurs de partage, d'entraide, de convivialité et de dépassement de soi. La collaboration des diverses associations a ce raid, a pour valeur phare LA SOLIDARITE, en effet ce voyage véhicule des fournitures, affaires scolaires et des denrées alimentaire en faveur de l'association 'Enfant du désert au Maroc'.

L'événement profite à plus de 20 000 enfants chaque année.

Le budget prévisionnel de cette aventure est de 8 000 €.

Les organisateurs sollicitent une aide financière et auront plaisir à inscrire sur le véhicule le nom et logo de leur mécène.

Ils sollicitent aussi une aide matérielle (denrées alimentaires, fournitures scolaires, des pièces mécaniques (compatibles 4L), des affaires de camping...

Le conseil municipal à l'unanimité, des présents et représentés décide d'allouer une somme forfaitaire de 250 euros.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,
DECIDE d'adopter la proposition de Monsieur le Maire,

ADOPTÉ : à l'unanimité, des membres présents et représentés.

Nombre de membres :

En exercice : 13

Qui ont pris part à la délibération : 12

Pour : 12 - Contre : 00 - Abstention : 00

DELIBERATION 34/2022

Objet : Réforme et Sortie d'inventaire

La passation de la comptabilité M49 via M57 impose la mise à jour des biens municipaux faisant partie de l'inventaire afin d'en lister ceux nécessitant une mise en réforme.

L'état de vétusté et/ou d'usure des biens suivants étant constatés.

Dans ces conditions, il revient au conseil municipal de prononcer leur mise à la réforme et d'autoriser le Maire à faire procéder à la réforme en l'état.

VU l'article L. 2122-22 et L. 2241-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L. 2112-1 et L. 2211-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;
CONSIDÉRANT la nécessité de procéder à la réforme des biens.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés :
AUTORISE le déclassement et la réforme des biens ci-dessous.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les actes à intervenir en application de la présente délibération,

PRÉCISE que les crédits nécessaires à la constatation des sorties des immobilisations sont ouverts au budget principal de la commune.

- désignation : Aménagement panier basket– Année 2004

- n° d'immobilisation : 1A

- imputation : 2128

- valeur d'acquisition : 556.14 euros

- date d'acquisition : 03 Septembre 2004

- désignation : Tondeuse taille haie – Année 2001

- n° d'immobilisation : 55

- imputation : 21578

- valeur d'acquisition : 2 285.21 euros

- date d'acquisition : 21 mai 2021
 - désignation : Souffleur STIHL BR 320L – Année 1999
 - n° d'immobilisation : 38
 - imputation : 2158
 - valeur d'acquisition : 563.63 euros
 - date d'acquisition : 07 Octobre 1999
-
- désignation : Débroussailleuse STIHL 400 – Année 2004
 - n° d'immobilisation : 74
 - imputation : 2158
 - valeur d'acquisition : 822.43 euros
 - date d'acquisition : 15 Octobre 2004
-
- désignation : Bâche impression numérique – Année 2015
 - n° d'immobilisation : 2015-07
 - imputation : 2181
 - valeur d'acquisition : 297.60 euros
 - date d'acquisition : 07 Octobre 2015
-
- désignation : Téléphone mairie – Année 1997
 - n° d'immobilisation : 12
 - imputation : 2183
 - valeur d'acquisition : 74.7 euros
 - date d'acquisition : 31 Décembre 1997
-
- désignation : Fax mairie – Année 1998
 - n° d'immobilisation : 26
 - imputation : 2183
 - valeur d'acquisition : 532.05 euros
 - date d'acquisition : 31 Décembre 1998
-
- désignation : Photocopieur – Année 2000
 - n° d'immobilisation : 42
 - imputation : 2183
 - valeur d'acquisition : 9 792.04 euros
 - date d'acquisition : 31 Décembre 2000
-
- désignation : Photocopieur – Année 2003
 - n° d'immobilisation : 69
 - imputation : 2183
 - valeur d'acquisition : 826.44 euros
 - date d'acquisition : 31 Juillet 2003
-
- désignation : Photocopieur école – Année 1997
 - n° d'immobilisation : 07
 - imputation : 2183
 - valeur d'acquisition : 1 265.33 euros
 - date d'acquisition : 31 Décembre 1997
-
- désignation : Logiciel Magora – Année 2006
 - n° d'immobilisation : 77
 - imputation : 2183
 - valeur d'acquisition : 568.10 euros

- date d'acquisition : 31 Décembre 2006
- désignation : Lecteur CD – Année 1997
- n° d'immobilisation : 08
- imputation : 2183
- valeur d'acquisition : 114.34 euros
- date d'acquisition : 31 Décembre 1997

- désignation : Photocopieur 7232– Année 2008
- n° d'immobilisation : 81
- imputation : 2183
- valeur d'acquisition : 5 501.6 euros
- date d'acquisition : 10 Septembre 2008

- désignation : Lustre Auberge – Année 1998
- n° d'immobilisation : 33
- imputation : 2184
- valeur d'acquisition : 495.46 euros
- date d'acquisition : 31 Décembre 1998

- désignation : Photocopieur – Année 2007
- n° d'immobilisation : 81-2188
- imputation : 2188
- valeur d'acquisition : 328.9 euros
- date d'acquisition : 19 Décembre 2007

- désignation : NC – Année 2013
- n° d'immobilisation : 91
- imputation : 2188
- valeur d'acquisition : 490.36 euros
- date d'acquisition : 25 Mai 2013

- désignation : NC – Année 2013
- n° d'immobilisation : 94
- imputation : 2188
- valeur d'acquisition : 1409.06 euros
- date d'acquisition : 25 Septembre 2013

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,
DECIDE d'adopter la proposition de Monsieur le Maire,

ADOPTÉ : à l'unanimité, des membres présents et représentés.

Nombre de membres :

En exercice : 13

Qui ont pris part à la délibération : 12

Pour : 12 - Contre : 00 - Abstention : 00

DELIBERATION 35/2022

Objet : Recensement population INSEE 2022 – Nomination et Rémunération agent recenseur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 dite de " démocratie de proximité " et notamment ses articles 156 et suivants fixant les modalités et la procédure du nouveau recensement
CONSIDERANT qu'il appartient à la commune de fixer la rémunération des agents recenseurs qui vont effectuer les opérations de collecte,

ENTENDU l'exposé de Monsieur le Maire,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré

DECIDE de fixer la rémunération net de chaque agent recenseur à 750.00 € incluant la totalité de la prestation (à savoir et sans que cette rémunération soit exhaustive : participation aux journées de formation, pré tournée en vue de la réalisation de son carnet de tournée, distribution et collecte des bulletins, classement, organisation des bulletins collectés et remise en Mairie des dits bulletins, accompagnés des éléments statistiques demandés par l'INSEE, etc...).

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice 2023 au chapitre 12 - fonction 21 article 64118 en ce qui concerne l'indemnité allouée à l'agent recenseur,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,
DECIDE d'adopter la proposition de Monsieur le Maire,

ADOPTÉ : à l'unanimité, des membres présents et représentés.

Nombre de membres :

En exercice : 13

Qui ont pris part à la délibération : 12

Pour : 12 - Contre : 00 - Abstention : 00

DELIBERATION 36/2022

Objet : Démission et Nomination des délégués au syndicat intercommunal de regroupement pédagogique de la Vallée de l'Eclimont (SIRPVE).

Vu l'élection municipale du 15 mars 2020,
Vu l'élection du Maire et des trois adjoints le 27 mai 2020,
Vu l'élection des délégués aux syndicats le 17 juin 2020,
Vu la démission de Me Virginie LAZA déléguée titulaire au SIRPVE,

Il y a lieu de désigner de nouveaux délégués,
Considérant que le conseil municipal doit procéder, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, à l'élection des délégués,

Se sont proposés :

- . Mme Johanne LEIGNADIER
- . Mr Patrice COCHET
- . Mr Bruno GAUFILLET
- . Me Véronique RIAUD

Les délégués titulaires sont :

A : Mme Johanne LEIGNADIER

B : Mr Patrice COCHET

Les délégués suppléants sont :

A : Mr Bruno GAUFILLET

B : Me Véronique RIAUD

Ont été désignés et ont acceptés :

Copie à : président de l'EPCI de du Syndicat intercommunal de la Vallée de l'Eclimont Mr Eric MEYER.

DELIBERATION 37/2022

Objet : Demande d'enregistrement : installations pour la protection de l'environnement Société METHAGASE et Avis du conseil municipal sur le projet

VU l'enquête publique ouverte du 07 novembre au 07 décembre 2022, par arrêté préfectoral VB/DCPPAT/BUPP n° 220694 du 12/10/2022.

VU la demande du 12 octobre 2022, d'autorisation environnementale pour le projet d'installation d'un site de méthanisation agricole comprenant des stockages déportés sur les communes de Chalou-Moulineux, Congerville-Thionville, Guillerval, Le Mérévillois et Pussay et d'un plan d'épandage (localisé pièce du bois des pointes – D145, territoire d'Angerville, de la Société METHAGASE à ANGERVILLE.

Un avis du conseil municipal de Boissy-La-Rivière est sollicité,

- *Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, Emet l'avis suivant :*

. N'EMET **pas d'avis**.

ADOPTÉ : à l'unanimité, des membres présents et représentés.

Nombre de membres :

En exercice : 13

Qui ont pris part à la délibération : 12

Pour : 12 - Contre : 00 - Abstention : 00

DELIBERATION 38/2022

Objet : Autorisation démarche et signature convention CAESE - mise à disposition des agents municipaux (station d'épuration) - calcul du Coût Unitaire de Fonctionnement.

Vu, la loi du 7 août 2015 dite loi NOTRe, codifiée dans les articles L. 5214-16 et L. 5216-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit le transfert automatique des compétences eau potable et assainissement au 1er janvier 2020 des communes vers la Communauté d'agglomération de l'Etampois Sud Essonne (CAESE).

Vu, la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Vu, le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Monsieur le Maire expose que, conformément à l'article 1er du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif à la mise à disposition, l'organe délibérant est informé préalablement de la mise à disposition d'un/des agent(s) faisant partie de ses effectifs et qu'afin de d'entretenir et veiller au bon fonctionnement de la station d'épuration, les 2 agents municipaux sont mis à disposition de la Communauté d'Agglomération d'Etampes Sud Essonne (CAESE), à compter du 01 janvier 2021 pour une durée de 3 ans (renouvelables), pour y exercer 1 temps de travail pour les fonctions d'agent technicien de station d'épuration.

Par ailleurs, en application de l'article L 512-6 du code général de la fonction publique et de l'article 2 II du décret n° 2008-580 précité, la mise à disposition donne lieu à remboursement. Il peut être dérogé à cette règle lorsque la mise à disposition intervient entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché, auprès du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, auprès d'une organisation internationale intergouvernementale, auprès d'un organe de l'Union européenne ou auprès d'un Etat étranger. Dans ce cas il revient à l'assemblée délibérante de décider de l'exonération partielle ou totale, temporaire ou définitive, du remboursement de la rémunération et des charges sociales afférentes.

La CAESE sur présentation des documents de Boissy-La-Rivière, attestant du coût de fonctionnement et de rémunération des agents municipaux pour ledit service, calcul actuellement le CUF (coût unitaire de fonctionnement) afin d'établir la convention et la rétribution en question et ainsi pourvoir au remboursement depuis 2021.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, des présents et représentés, DECIDE d'autoriser le Maire à procéder aux démarches nécessaires et à signer la convention partenariale entre la CAESE et la Mairie de Boissy-La-Rivière.

ADOPTÉ : à l'unanimité, des membres présents et représentés.

Nombre de membres :

En exercice : 13

Qui ont pris part à la délibération : 12

Pour : 12 - Contre : 00 - Abstention : 00

Questions diverses :

Afin de mieux correspondre aux agendas des conseillers, Mr le maire propose de déplacer le jour des conseils municipaux actuellement le mercredi au jeudi 19h00. L'assemblée acte pour le jeudi à 19h30.

Mr le Maire présente le projet porté à sa connaissance récemment : Les Prés de Paris. Une ferme expérimentale sur 293 ha, vivante et engagée, qui propose une autre vision de l'agriculture, dans laquelle primaire, secondaire et tertiaire cohabitent. Cette infrastructure à pour objectif de s'installer au lieu-dit : Mesnils Girault – Boissy-La-Rivière (élevage/agroforesterie/cabanes/foret comestible 'verger-maraichage'/vignoble/micro fermes/ferme/sentiers/divers bâtiments liés au projet).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 21h15 heures.

Affichage : 27/12/2022

Approbation le 26/01/2023 :

Le Maire,
Dominique LEROUX,

La Secrétaire de Séance,
Stéphanie LEGRIS,